

Comme convenu, la prochaine réunion DU CLRS aura lieu :

SAMEDI 14 NOVEMBRE DE 14H A 16H.

Elle se tiendra sous forme de conférence téléphonique.

A 14h vous appelez le numéro suivant : 01 79 72 21 10 puis vous composez lorsqu'on vous y invite le code suivant sur votre clavier de téléphone : 046 390 144.

Pour ceux qui ont un téléphone fixe, il vaut mieux privilégier celui-ci.

La situation très difficile que nous traversons depuis plusieurs mois, et qui vient encore de franchir un nouveau palier en ce mois d'octobre avec le second confinement, devient de plus en plus incompréhensible pour la majeure partie de la population.

L'utilisation politique du virus faite par Macron et son gouvernement pour réduire nos libertés individuelles, rogner nos droits collectifs, détruire nos acquis les plus fondamentaux (comme la Sécurité sociale), faire passer ses projets de lois rejetés massivement par la population (réforme des retraites, réforme de l'assurance chômage, remise en cause de l'enseignement public et du statut des personnels) apparait de plus en plus clairement aux yeux de la plupart de nos concitoyens.

La véritable raison du confinement, est la peur qu'a ce gouvernement de voir exploser notre système de santé et surtout l'hôpital. Il n'y a pas assez de lits pour faire face au virus (comme d'ailleurs à toute autre épidémie saisonnière). C'est la conséquence d'une politique de gestion comptable de l'hôpital qui a conduit à supprimer 75000 lits en 20 ans en France, dont 7500 en 2018 et 2019 !! Non seulement Macron n'a pas respecté ses engagements au plus fort de la crise en Mars/Avril 2020, à savoir réouvrir des lits, mais il a continué à en fermer : il y a moins de lits disponibles aujourd'hui qu'au mois de mars 2020 (environ 1000). Et bien sûr, qui dit lits, dit les postes qui vont avec.

Le gouvernement débloque des centaines de milliards pour les entreprises; celle-ci profitent de l'occasion pour mettre en place des plans de licenciements qui étaient dans les tiroirs bien avant la pandémie. Il faut diminuer le coût du travail. Les milliards de Macron serviront à financer les plans de licenciements.>

Partout, dans une multitude d'entreprises, les salariés sont confrontés à des accords de performance collective, ou en échange de jours de congés, de baisse de salaire, on leur propose de diminuer le nombre de salariés licenciés. Marché de dupes comme le passé l'a si souvent démontré. Souvent les délégués syndicaux se retrouvent seuls face à l'employeur pour négocier l'inacceptable.

La manière dont s'est déroulée la rentrée scolaire après les congés d'octobre, où se sont télescopés la mise en place du confinement et l'hommage à Samuel Pathy, est absolument scandaleuse. La colère des enseignants est énorme et va s'exprimer par la grève et les rassemblements le 10 novembre. Et dans ce cadre, le gouvernement avance ces réformes rejetées par la majorité, comme Blanquer avec sa réforme du bac. Confinés ? Oui, mais pas les plans du gouvernement!

Il est nécessaire que nous échangions sur la situation politique actuelle et voir ensemble de quelle manière on peut intervenir. Il faut que nous abordions ensemble la manière dont nous allons nous saisir et participer à la Convention Nationale des délégués du CNRR le 21 novembre, qui se tiendra sous forme numérique. Comme le dit un délégué de l'Hérault en parlant des comités et du CNRR : " Nous sommes plus nombreux et plus forts, mais il nous faut l'organisation".

Et pour cela il nous faut aussi être nombreux pour en discuter entre nous le 14 novembre.

Fraternellement

Pour le CLRS

Eric Pelard